

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1751 - 11 février 1993 - 6 F

### D 1751 BRÉSIL: LA DESTITUTION DU PRÉSIDENT COLLOR OU LE SURSAUT DE DIGNITÉ NATIONALE

C'est un véritable soulèvement national qu'a provoqué la révélation de la corruption au plus haut niveau de l'Etat, qui devait aboutir le 1er septembre 1992 à la demande de mise en accusation du président de la République devant la Chambre des députés (cf. DIAL D 1715). D'immenses manifestations de rues et des prises de position des différents secteurs de la société civile ont marqué tout le déroulement de la procédure de destitution du chef de l'Etat.

Le 29 septembre, la Chambre des députés votait la recevabilité de la demande de mise en accusation et suspendait le mandat présidentiel pour 180 jours.

Le 1er octobre, le vice-président Itamar Franco assurait l'intérim de la présidence (cf. DIAL D 1735).

Le 11 novembre, parallèlement à la procédure constitutionnelle en cours devant le Sénat, le président Collor était inculpé pour crime de droit commun devant la justice ordinaire.

Le 2 décembre, le Sénat votait par 67 voix contre 3 la recevabilité de la mise en accusation du président de la République, par l'acceptation du rapport de la commission ad hoc du Sénat. Il déclenchait ainsi la procédure de jugement proprement dit.

Le 29 décembre, le président de la République présentait sa démission dans l'espoir d'interrompre les poursuites judiciaires contre lui.

Le 30 décembre, par 76 voix contre 3, le Sénat votait la destitution du président Collor. Le même jour le président par intérim Itamar Franco était investi de la charge pour la durée restante du mandat du président déchu.

Les réactions à cette destitution font l'objet du dossier ci-dessous.

Note DIAL

### 1. Mise en accusation du président de la République par la Chambre des députés, et suspension de sa charge pour 180 jours, le 29 septembre 1992 (Extraits de l'éditorial de l'hebdomadaire Veja du 30 septembre 1992)

#### UNE LEÇON DE DÉMOCRATIE

Le Brésil a dit non à la corruption. Il a dit non à l'impunité. Non à la conciliation. Non au coup d'Etat. Si le pays avait été autre, et autres les temps, la crise déclenchée par la bande de malfaiteurs qui s'était installée à la présidence de la République aurait alors été balayée et poussée sous le tapis, de façon à sauvegarder les privilèges du détenteur du pouvoir. Ou elle aurait été réglée par la violence, sous forme de soulèvements militaires et d'atteintes à la législation en vigueur et à l'ordre. Mais ce grand pays est le Brésil d'aujourd'hui. Le Brésil de la démocratie.

Le **non** de la Chambre des députés à Fernando Collor de Mello a été une formidable affirmation de maturité de la part du pays. Les institutions démocratiques, bien que jeunes, se sont révélées être suffisamment fortes pour faire face à des problèmes apparemment intraitables. La Commission parlementaire d'enquête, le Tribunal fédéral suprême et la Chambre des députés (1) ont été à la hauteur de la tâche. Du début à la fin, la procédure s'est déroulée dans le cadre des normes constitutionnelles.

Les institutions démocratiques n'existent aucunement dans un vide social. Elles ne peuvent fonctionner de façon satisfaisante que si elles sont faites d'hommes et de femmes droits, conscients de leurs responsabilités envers la nation. Il y a des gens de cette noble trempe au Congrès et au Tribunal fédéral suprême. Ce sont des hommes politiques et des juges de cette ascendance altière qui ont agi de façon à éviter que le pays ne s'enfonce dans les marécages de la corruption. Qui ont fait que la crise puisse être réglée sous le signe de la justice. D'un bout à l'autre du Brésil, il y a des millions et des millions d'hommes et de femmes de cette fibre éthique. C'est cette multitude de patriotes anonymes qui ont scellé le destin de Fernando Collor. Le peuple brésilien, facile figure de rhétorique pour les démagogues, n'a eu besoin d'aucun appel pour crier ce qu'il pensait. Spontanément, le citoyen ordinaire est sorti dans les rues pour protester contre le vol, la corruption et l'impunité. Que personne ne se fasse illusion: n'eussent été les manifestations civiques - pacifiques, enthousiastes, créatives - la crise n'aurait très probablement pas été menée à terme de façon satisfaisante. (...)

Avec Itamar Franco, tout recommence. Depuis que Fernando Collor a été investi président de la République, il y a 930 jours, les terribles problèmes sociaux se sont aggravés. C'est une tragédie. L'homme qui avait toutes les conditions pour les mener à bien a trahi les espoirs de la nation. Il avait pour lui 35 millions de voix, un programme de gouvernement prometteur et fondamentalement correct, ainsi qu'un mandat pour procéder à des changements en profondeur. Et voilà qu'il quitte la présidence en laissant le pays dans une situation encore pire qu'à son arrivée. (...)

Les défis lancés au pays et à Itamar Franco sont immenses. Les lourds problèmes nationaux ne se régleront pas du jour au lendemain. Il n'existe aucune potion magique susceptible de lever toutes les difficultés. Mais le plus important, le plus décisif, a été fait. Nous avons récupéré, ou raffermi, l'orgueil d'être Brésiliens. D'être un Brésil qui ne tolère plus la corruption. Un Brésil où fonctionnent les institutions démocratiques. Un Brésil où le peuple connaît ses droits et est vigilant face au comportement de ses dirigeants. Un Brésil où la loi vaut pour tous. Y compris pour le président de la République.

## 2. Destitution du président de la République par le vote du Sénat, par 76 voix contre 3, le 30 décembre 1992 (ci-après article de Jornal do Brasil du 31 décembre 1992)

### L'ACCUSATION DÉVASTATRICE

par Celso Franco

Quand Me Evandro Lins e Silva monta à la tribune pour demander la condamnation de Fernando Collor pour "crimes de responsabilité" (2), la moitié du chemin était déjà faite. En effet, la première partie avait été parcourue par son collègue de l'accusation, Me Fábio Konder Comparato, lequel, dans un discours dense par l'argumentation et millimétriquement structuré, avait jeté les bases sur lesquelles Me Evandro pouvait faire ses évolutions. Ce fut un véritable ballet.

Me Comparato a parlé de la dignité des institutions démocratiques et procédé à une rapide exposition des lois qui la protègent et qui, aussi, condamnent celui qui lui porte atteinte. Puis il est passé à l'attaque: "L'examen des faits a révélé que toutes les ressources provenaient d'une organisation tellement bien montée qu'elle disposait d'un système informatique parfait permettant de s'incruster dans l'administration fédérale et d'y sucer les ressources nécessaires à l'entretien personnel du président et de ses familiers."

Me Comparato ayant quitté la tribune et laissé la place au brillant et à l'aisance de Me Evandro, celui-ci commença en jouant de la peur de sa famille, laquelle dit-il, le trouvait trop vieux pour une tâche de cette ampleur. Il remercia Dieu pour la grâce de se trouver "au faite de la Chambre haute, avec l'onction d'un mandat invisible pour exprimer le sentiment de la société, des visages peints (3) qui sont sortis dans les rues pour protester contre la corruption".

Il se lança ensuite dans une attaque apparemment sans queue ni tête - mais dévastatrice - contre Collor, en rappelant toutes les occasions qu'il avait eues de se défendre grâce à la tribune privilégiée de la télévision. Il évoqua ses excuses à la nation pour le manque de saine raison de son frère Pedro (4); son appel au soutien du peuple; son affirmation selon laquelle c'était Claudio Vieira (5) qui réglait ses dépenses; et la comédie de l'Opération Uruguay (6). "*Qui peut croire de tels mensonges?*", demanda Me Evandro, qui ajouta qu'à aucun moment l'ancien président de la République n'avait présenté une quelconque réfutation des preuves ni exprimé un seul blâme envers Paulo César Farias (7).

Il compara Paulo César Farias au roi Midas qui, par la faveur de Dionysos, changeait en or tout ce qu'il touchait. Mais comme dans la mythologie grecque, le Midas brésilien avait aussi des oreilles d'âne, "*car il a laissé des traces partout où il est passé*", expliqua Me Evandro sous les applaudissements des sénateurs. Une courte pause, et déjà il reprenait en parlant de la voracité du système P.C. Farias à se servir du pays, pour lancer finalement contre l'accusé absent: "*Cet homme a fait beaucoup de mal à notre pays... Je ne sais si c'est parce que je suis trop vieux, mais je trouve cette peine trop légère.*"

### **3. Un exemple de formation au sens des affaires publiques: l'"Ecole de gouvernement de São Paulo (Istoé) du 13 janvier 1993**

#### DES CLASSES DE CITOYENNETÉ

La novatrice "Ecole de gouvernement" propose la formation d'hommes publics par-delà les clivages politiques

par Angela Klink

Charisme, séduction, démagogie et volonté de tirer profit de tout sont-ils des critères pour devenir un politicien? Vrai ou faux? Faux. Il ne suffit pas d'être diplômé de la dite école de la vie ni de moisir sur les bancs de l'université quand on entend exercer la fonction d'homme public.

Pour discuter de la réalité brésilienne et pour montrer que les qualités premières exigées d'un gouvernant sont la vision globale des problèmes du pays et l'aptitude à prendre des décisions, il existe depuis un an à São Paulo l'Ecole de gouvernement. "*Elle a été créée pour combler une grave lacune de notre système éducatif: la formation de personnes aptes à exercer les plus hautes tâches de direction politique*", explique le juriste Fábio Konder Comparato, professeur titulaire de la faculté de droit de l'Université de São Paulo, initiateur et membre du conseil pédagogique de cette institution qui va former une nouvelle promotion d'élèves à partir de mars prochain.

Loin des milieux gouvernementaux de Brasília, l'Ecole de gouvernement n'exige pas des piles de diplômes pour ceux qui cherchent à la fréquenter, ni non plus une accumulation de mandats électifs. Parmi les cinquante-six élèves de la première promotion de 1992, la liste va de médecins à des hauts fonctionnaires, de chefs d'entreprise à des dirigeants syndicaux, indépendamment du niveau de formation et des convictions idéologiques. "*L'Ecole n'a aucune saveur académique*", affirme Me Comparato. Ce qui compte c'est que l'élève fasse montre de vocation à l'activité politique et de volonté en ce sens. "*Nous n'avons pas créé une structure supplémentaire d'enseignement de l'administration*", explique la sociologue de l'Université de São Paulo, Mme Maria Victória Benavides, également membre du Conseil pédagogique de l'Ecole. Pour elle, une personne qui a le sens de l'Etat ne se confond pas avec un membre du gouvernement. "*La première est capable de juger et de décider en toutes matières de gouvernement. Le second limite son action au domaine administratif qui est le sien*", explique Mme Benavides.

La méconnaissance du contexte des problèmes nationaux est l'une des caractéristiques des politiciens brésiliens. Chercher à combler cet abîme est précisément

l'un des principaux objectifs de l'Ecole de gouvernement. C'est ainsi que les cours portent sur l'analyse des causes du sous-développement et sur les différents systèmes de gouvernement, cours suivis de débats sur l'actuel régime représentatif du pays, l'organisation financière, les relations internationales et la planification des politiques publiques.

Autour de ce projet, le conseil pédagogique a rassemblé quelques-uns des meilleurs spécialistes brésiliens en économie, en droit, en histoire, en santé publique en éducation et, logiquement, en politique, à savoir par exemple: des professionnels comme l'ancien ministre des relations extérieures Celso Lafer; le juriste et ancien professeur de la faculté de droit de l'Université de São Paulo, Goffredo da Silva Telles; l'économiste Carlos Alberto Longo; la philosophe Marilena Chauí. L'année passée, les élèves ont également eu l'occasion de débattre avec l'ancien ministre de l'économie Mailson da Nobrega, avec le sénateur Mário Covas et avec le député fédéral Néilson Jobim.

"Pour être gouvernant, il faut savoir que, pour construire une cathédrale, il ne suffit pas de s'y entendre en matière de sable et de ciment", estime l'ingénieur et administrateur Luiz Alfredo Falcão Bauer, l'un des élèves de l'Ecole de gouvernement qui dirige une entreprise de contrôle de qualité et qui travaille depuis douze ans à la socialisation des bidonvilles de São Paulo. Quand il s'est adressé à l'Ecole, M. Bauer cherchait à mieux asseoir sa capacité de décision dans sa propre entreprise, mais surtout à élargir les bases d'une action communautaire plus efficace. Au titre du travail de fin de cours, il a présenté à l'Université de São Paulo un projet d'urbanisation d'un bidonville localisé sur un terrain de l'université. Le recteur Roberto Leal Lobo e Silva Filho ne s'est pas intéressé au projet; aujourd'hui c'est M. Bauer qui est à la tête de l'association des habitants du bidonville.

Malgré une expérience parlementaire de vingt et un ans, le député d'Etat Edinho Araujo - qui préside la commission Constitution et justice de l'assemblée législative de São Paulo - cherchait à actualiser sa conception de l'action publique. Il a terminé le cours avec la conviction qu'il avait élargi sa vision politique au-delà des frontières de son Etat: "Je ne suis plus régionaliste. Aujourd'hui je peux réfléchir et prendre des décisions, sûr de mieux comprendre le contexte national." Comme le déclare Goffredo da Silva Telles, président du conseil pédagogique de l'Ecole de gouvernement: "Les solutions à la situation du pays ne relèveront jamais du miracle. L'éthique ne s'apprend pas non plus dans une salle de cours. Mais avec l'Ecole de gouvernement, nous entendons mettre un terme à des affirmations cassantes telles que 'Je vais en finir d'un seul coup avec l'inflation' (8)."

#### **4. Dans la société civile, les Eglises prennent position sur la crise nationale (19 novembre 1992) (Extraits)**

##### **PAS D'ISSUE SANS ÉTHIQUE**

Document final du Conseil national des Eglises chrétiennes  
pour son 10e anniversaire

Il y a dix ans, "l'amour de Dieu, la confession de foi commune et l'engagement envers leur mission ont poussé cinq Eglises (catholique romaine, chrétienne réformée, épiscopale, évangélique de confession luthérienne, et méthodiste) à une communion chrétienne plus approfondie et à un témoignage commun de l'Évangile au Brésil, dans la pratique de l'amour et du service du peuple" (statuts du Conseil national des Eglises chrétiennes - CONIC). Au cours de ces années deux autres Eglises (catholique orthodoxe syrienne et presbytérienne unie se sont jointes aux précédentes) dans une même recherche de communion de foi approfondie et de témoignage accru d'amour et de service.

Tout au long de leur marche commune, les Eglises membres du CONIC ont été mises au défi par la situation angoissante de notre pays. Aussi, conscientes de leur mission prophétique, ont-elles à diverses reprises élevé la voix pour la défense des plus pauvres, des souffrants et des exclus. *"Motivés par les valeurs évangéliques de l'amour, de la justice, de la paix et de l'espérance, les Eglises se sont mises du côté du peuple opprimé par le blocage des salaires, par la violence et la répression, par le chômage et le sous-emploi, dans une société individualiste, autoritaire et de consommation."* Cette constatation, faite en 1984 par la commission théologique du CONIC, reste valable pour aujourd'hui. Le tableau alors brossé a pris actuellement des contours mieux définis par la mise en relief des racines profondes de tous ces maux.

Nous sommes aux prises avec une crise des valeurs éthiques, surtout dans la vie publique. La corruption fait partie de notre quotidien, depuis l'achat du policier de la circulation qui prétend infliger une amende jusqu'aux importants dessous-de-table dans les adjudications de travaux publics. Trop souvent les intérêts particuliers prennent le pas sur le bien commun, comme dans le cas des attributions de postes pour des charges publiques, sans considération aucune de la situation de l'Union fédérale, des Etats ou des municipalités. Le mépris de la vie est évident quand nous constatons que l'homicide, y compris les morts provoquées par la police, est déjà la sixième cause de la mortalité au Brésil. La soif de pouvoir des partis et des groupes de pression provoque la paralysie ou la stagnation du processus démocratique. Nous assistons depuis peu à la résurgence d'idéologies totalitaires (comme le néo-nazisme) et de préjugés racistes.

Ces derniers mois nous avons assisté, effarés, aux développements d'une enquête sur des pratiques de corruption atteignant les plus hautes sphères du pouvoir exécutif. Dans de telles circonstances, il est salutaire de tourner le regard vers la proposition de Royaume de Dieu en ce monde, contenue dans la Bible, et de s'orienter en fonction de cette proposition. L'impression prévaut que nous vivons dans un monde qui, sur le plan de la moralité publique, a perdu le nord.

Cependant, en dépit du traumatisme ainsi causé, les événements de ces derniers mois ont fait prendre conscience à la nation qu'il faut un changement et que, sans éthique dans la vie publique, il n'y a aucune issue possible aux différentes crises dans lesquelles le pays est périodiquement plongé. L'éthique dans la vie publique n'est pas seulement une nécessité d'ordre social, elle est aussi une exigence évangélique.(...)

Dans un engagement critique, avec une foi agissante, et assurés que Dieu nous accepte en toute gratuité, nous avons en tant que chrétiens un défi à relever, celui de persévérer dans cette crise en prenant le Christ pour guide et son Royaume pour critère éthique de notre action. D'où les propositions que voici:

1. Ne pactiser avec aucune forme de corruption, qu'elle soit active ou passive; et rappeler que l'omission face à la corruption est aussi une faute grave, car elle finit toujours par porter préjudice aux milieux sociaux les plus nécessiteux et les moins protégés.

2. Proposer et apporter un soutien réel aux changements structurels et administratifs pour empêcher la corruption.

3. Encourager l'éducation à l'éthique chez les enfants, les jeunes et les adultes, tant au sein qu'en dehors des Eglises.

4. Participer aux mouvements populaires dans leur combat pour l'éthique dans l'économie, dans la politique et dans la vie publique en général, en faveur d'une transparence de l'Etat et de la constitution d'une société vraiment pluraliste et démocratique.

5. Eviter de confondre juste combat pour l'éthique dans la vie publique et attitudes moralisantes et populistes, purement condamnatoires, qui tendent non point à l'instauration d'un ordre éthique, mais à la manifestation de l'indignation populaire à des fins électorales et personnelles.

6. Rejeter avec force toute espèce de discrimination, en particulier envers les femmes et les enfants, ainsi que l'absurde et condamnable discrimination raciale envers les Indiens, les Noirs, les Juifs et les Nordestins (9).

7. Comme expression de la juste indignation devant les faits récents de corruption, exiger la condamnation et la punition de toutes les personnes impliquées, en évitant de confondre charité chrétienne et non application de la nécessaire justice.

8. Enfin, rejeter l'idéologie néo-libérale comme unique modèle de développement de la société humaine actuelle.

Nous adressons notre prière confiante au Seigneur de l'histoire, le Christ qui a été hier, est aujourd'hui et sera demain, hors de toute injustice et toute corruption, en faveur de jours de plus grande justice, solidarité et fraternité pour la nation brésilienne.

São Paulo, le 19 novembre 1992

---

(1) Il faudrait ajouter, à ce jour, "le Sénat" (NdT).

(2) Sur cette notion, cf. DIAL D 1715 (NdT).

(3) Lors des immenses manifestations de foule dans les rues des grandes villes, les jeunes en particulier avaient le visage complètement maquillé (NdT).

(4) C'est Pedro Collor qui a lancé les premières accusations contre son frère Fernando en mai 1992 (NdT).

(5) Ancien secrétaire particulier du président Collor (NdT).

(6) L'Uruguay est un paradis fiscal et un passage pour le "blanchiment" d'argent sale, en relais des îles des Caraïbes, des Etats-Unis et de la Suisse (NdT).

(7) Familier du président Collor, le factotum de toute l'affaire de corruption (NdT).

(8) Phrase prononcée par le président Collor au début de son gouvernement (NdT).

(9) Les migrants en provenance du Nord-Est du Brésil (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F. Avion Am. latine 500 F - USA-Canada-Afrique 470 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441